



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS  
Site : <http://www.sitecommunistes.org>  
Hebdo : [communistes-hebdo@sitecommunistes.org](mailto:communistes-hebdo@sitecommunistes.org)  
Courriel : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

05/12/2023

## Texte préparatoire aux initiatives sur la question de l'impérialisme

### Introduction

Le Parti Révolutionnaire COMMUNISTES accorde une place importante à la question de l'impérialisme comme forme du capitalisme monopoliste à l'échelle mondiale et cela au moins pour deux raisons majeures :

Les décisions des monopoles capitalistes le sont à l'échelle internationale et la division du travail entraîne la mise en mouvement des forces productives conjointement dans de nombreux pays. Les chaînes de production de la valeur sont complexes et largement internationalisées.

Les affrontements au sein de l'impérialisme se font plus aigus dans la logique de recherche des marchés et des taux de profits et d'accumulation les plus élevés pour le capital, ils ont pour objet la conquête des sources de matières premières, le contrôle des voies de communications matérielles et immatérielles et de la force de travail. Penser que l'on peut s'abstraire de ces réalités est une pure fiction et n'aide en rien à comprendre les enjeux des décisions prises par les multinationales dans leurs stratégies de mise en mouvement du capital.

De l'analyse que nous faisons de l'étape actuelle de développement du capitalisme et de celle de ses contradictions et affrontements, résulte la stratégie politique que nous développons comme force politique révolutionnaire qui entend contribuer à détruire le système d'exploitation capitaliste et construire une société socialiste. Elle détermine la nature des relations que nous développons au plan international avec le mouvement communiste et ouvrier.

Au regard des enjeux ainsi exprimés, il est donc tout à fait nécessaire de mener un débat approfondi sur la question de la nature du système impérialiste aujourd'hui, des affrontements qui se développent en son sein et du combat de classe national et international qu'il convient de mener.

C'est à ce débat que nous convions tous ceux qui veulent combattre le capitalisme dans sa forme impérialiste telle qu'elle est aujourd'hui.

### I. Le concept léniniste d'impérialisme

Lors de notre Bureau National du 13 février 2016<sup>1</sup>, qui est pour nous le point de référence de notre analyse sur l'impérialisme aujourd'hui, nous avons souligné que notre parti s'appuie sur la conception léniniste de l'impérialisme.

L'analyse de l'impérialisme n'est pas nouvelle dans la pensée du mouvement révolutionnaire<sup>2</sup>. Déjà, Marx et Engels, dans le manifeste du Parti Communiste ont analysé le processus de mondialisation du capitalisme et du marché : « *Poussée par le besoin de débouchés toujours plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahit le globe entier. [...] Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. [...], elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales sont détruites [...] Elles sont supplantées par de nouvelles industries dont l'introduction devient une question vitale pour toutes les nations civilisées, industries qui n'emploient plus des matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus éloignées, et dont les produits se consomment non seulement dans le pays même, mais dans tous les coins du globe. A la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent de nouveaux besoins satisfaits [venant] des contrées les plus lointaines [...]. A la place [...] de nations se suffisant à elles-mêmes, se développe un trafic universel [...], ce qui*

<sup>1</sup> <https://www.sitecommunistes.org/archives/bn130216rap.html>

<sup>2</sup> Karl Marx, Friedrich Engels, Manifeste du Parti Communiste, Éditions sociales, 1983

*est vrai pour la production matérielle s'applique à la production intellectuelle. [...] Sous peine de mort, elle [la bourgeoisie] force toutes les nations à adopter le mode de production bourgeois ; elle les contraint à introduire chez elles ce qui s'appelle la civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle crée un monde à son image. Elle [la bourgeoisie] a subordonné la campagne à la ville, les nations barbares ou semi civilisées aux nations civilisées, elle a subordonné les pays agricoles aux pays bourgeois, l'Orient à l'Occident ».* La globalisation constitue la construction d'un marché mondial unifié tant du point de vue des processus de production ou d'échanges que de la circulation des flux financiers. Les rapports de production et d'échange capitalistes sont gérés et dirigés par les pays impérialistes au détriment des pays dominés, eux même dirigés par classe capitaliste enrichis dans le commerce avec les pays impérialistes. Ce marché mondialisé anéantit, en effet, toute réminiscence aux modes de production préexistants.

Pour asseoir son mode de production capitaliste, la bourgeoisie s'est appuyée sur une idéologie basée sur l'illusion de liberté et de modernité. La liberté de commerce et d'industrie est le *credo* du capitalisme et l'accumulation du capital, qui s'en est suivie, a fait ressentir le besoin de conquêtes de territoires de plus en plus vastes et de plus en plus éloignés, la recherche de matières premières, de nouveaux marchés et de nouvelle main-d'œuvre. Ce fut l'ère du colonialisme.

### **Définir le concept d'impérialisme**

Si le terme d'impérialisme est utilisé abondamment dans la littérature politique, la définition de ce concept est souvent peu rigoureuse et recouvre des réalités bien différentes. Certains conçoivent l'impérialisme simplement comme la capacité d'un État à en dominer un ou plusieurs autres. Pour eux, l'impérialisme se réduit à la notion d'Empire. Souvent ils limitent cette notion aux États-Unis. Du coup, la nature de l'impérialisme comme stade de développement du capitalisme est effacée.

En suivant cette réduction de l'impérialisme à l'Empire, les concurrents et/ou ennemis des États-Unis seraient donc, par nature, anti-impérialistes. Ainsi, la Russie et la Chine joueraient-ils ce rôle dans leur politique internationale. Se placer de ce point de vue n'est évidemment pas sans conséquence politique. Elle conduit des partis communistes dans le Monde à soutenir leur classe dominante au nom de la défense de « *l'intérêt national* » et/ou de « *l'union nationale* ».

Lénine, le premier, a donné de l'impérialisme une définition rigoureuse. Il développe son analyse dans la brochure : *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* publié en 1916<sup>1</sup>. Aux yeux de Lénine, impérialisme et capitalisme ne font qu'un à un stade de développement déterminé de ce dernier. Lénine écrit : « *L'époque du capitalisme moderne nous montre qu'il s'établit entre les groupements capitalistes certains rapports basés sur le partage économique du monde et que, parallèlement et conséquemment, il s'établit entre les groupements politiques, entre les États, des rapports basés sur le partage territorial du monde, sur la lutte pour les colonies, la lutte pour les territoires économiques* ». L'analyse de Lénine, s'appuie sur la loi de développement de l'économie capitaliste, celle de la recherche du taux de profit maximum, de l'accumulation et de la concentration du capital. Lénine, donne de l'impérialisme une définition englobant les cinq caractères fondamentaux suivants :

- concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle crée les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique.

fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce « *capital financier* », d'une oligarchie financière.

- L'exportation des capitaux prend une importance toute particulière dans le processus de globalisation de la production, du commerce et des finances.

- Formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes qui se partagent le monde (cartels).

- Fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes.

Cette transformation du capitalisme en impérialisme conduit à une concurrence acharnée entre monopoles et entre États soutenant leurs monopoles. Notre parti s'appuie sur la conception léniniste de l'impérialisme. Il s'emploie à analyser les transformations profondes qui se sont produites et se produisent dans le développement du capitalisme à l'échelle mondiale dans un contexte où, pour l'essentiel depuis la décomposition de l'URSS, il domine les rapports sociaux à l'échelle mondiale

Nous le voyons, **cette définition de l'impérialisme décrit un système et non la simple domination d'un État sur un autre**. Lénine souligne que s'il peut y avoir des coalitions impérialistes (y compris militaires), **il n'y a pas**

---

<sup>1</sup> V. I. Lénine, *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, Les Éditions du Progrès, URSS, 1967

d'exploitation de l'univers en commun par les monopoles et les États impérialistes. Il y a toujours concurrence entre les États et les monopoles et il y a toujours luttes pour le partage du monde<sup>1</sup>, tandis que les grandes puissances tendent à l'hégémonie.

## II. L'impérialisme aujourd'hui

### II.1 Nature de l'impérialisme

Le rapport d'ouverture de notre 9<sup>e</sup> congrès<sup>2</sup> de juin 2023, qualifie ainsi les tendances de développement du capitalisme mondialisé : " *Aujourd'hui le capital doit aller plus loin et plus vite dans la course au profit. Il veut accroître son terrain de chasse, en concurrence féroce dans la guerre de repartage des marchés et des ressources naturelles pour capter les "sources" de profits, pour plus d'exploitation des travailleurs, plus d'oppression des peuples, plus de domination des États et des territoires, plus de guerres, de pillage.*"

Cependant, les puissances capitalistes n'ont pas les mêmes niveaux de développement et de puissance, ainsi le document ajoute-t-il : " *Face à la montée des puissances émergentes et en premier lieu de la Chine. Les États-Unis et leurs alliés déploient des stratégies de guerre hybride, d'intervention politique, idéologique, technologique et financière ainsi que les pressions militaires et les guerres. Pour assurer sa pérennité le capitalisme s'est doté de grandes organisations internationales. L'ONU en est typiquement l'illustration. Elle n'a jamais joué un rôle pour éviter ou arrêter les guerres, les agressions impérialistes. L'ONU jusqu'en 1990 a été l'expression de la guerre froide contre l'URSS et depuis elle est l'expression de la concurrence des impérialistes pour imposer leur domination. Plus de 36 grands ensembles se sont formés dans le monde pour accroître leur puissance dans la concurrence capitaliste mondiale.*"

Depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle et après deux guerres mondiales impérialistes, la domination des monopoles transnationaux, la fusion du capital financier et du capital industriel, la mondialisation capitaliste avec les processus de délocalisation de la production, d'internationalisation du commerce et du capital financier, tous les traits dont Lénine avait cerné les caractéristiques, se sont développés et approfondis.

L'impérialisme ne se réduit pas à une politique étrangère agressive. Il est avant tout un système économique et social, caractérisé par la fusion du capital industriel et du capital bancaire dans ce que Lénine a appelé le capital financier. De plus, les productions militaires sont une source de profit : l'impérialisme c'est la guerre<sup>3</sup>. Les monopoles sont désormais des multinationales. Elles ne se contentent pas de rechercher de nouveaux revenus, elles recherchent une nouvelle main d'œuvre, abondante et moins chère et des nouveaux marchés plus vastes que ceux de leur pays d'origine. Elles utilisent au mieux de leurs intérêts les nouvelles technologies. Elles disposent de l'appui massif de leurs États d'origine. L'impérialisme aujourd'hui est déterminé par la prédominance des relations économiques et financières et plus rarement par l'asservissement pur et simple et l'occupation physique. Nous aborderons l'analyse de deux conflits en cours, ceux qui se déroulent en Ukraine et en Palestine.

### II.2 Les affrontements au sein du système impérialiste

#### II.2.1 La guerre sur le territoire de l'Ukraine

Notre parti a longuement développé son analyse sur la guerre qui se développe sur le territoire de l'Ukraine<sup>4</sup> et il a participé à des déclarations communes du mouvement communiste à l'échelle internationale<sup>5</sup>. **Pour analyser la situation présente, il faut mesurer que nous sommes rentrés dans une étape nouvelle du développement capitaliste avec une concentration des monopoles qui s'est accentuée.** La fusion du capital financier, commercial et industriel est devenue la règle à l'échelle de toute la planète, ainsi en 2021, 5.815 milliards de dollars d'opérations fusions/acquisitions ont été comptabilisées, soit une hausse de 63 % sur 2020. À cette étape, le partage du Monde, de ses ressources et des zones d'influences est plus que jamais à l'ordre du jour. Il concerne tous les continents, l'Asie, l'Europe, l'Amérique, l'Afrique et *quasi* tous les pays. En Afrique, l'impérialisme français répond également à l'influence croissante de nouveaux concurrents dans la région, comme la Chine et la Russie. Dans le système capitaliste, ce repartage ne peut se faire qu'avec des tensions et des guerres du fait de la concurrence exacerbée entre les multinationales, il conduit à des antagonismes accrus entre les plus grandes puissances capitalistes. L'analyse de tous les conflits en cours le montre. Chercher une autre origine à ces conflits, c'est vouloir délibérément cacher que la cause des guerres prend sa racine dans le système lui-même, dans son

<sup>1</sup> <https://www.sitecommunistes.org/images/documents/lecture/Document%20Imperialisme.pdf>

<sup>2</sup> <https://www.sitecommunistes.org/index.php/le-parti/congres/2334-parti-revolutionnaire-communistes-9eme-congres-16-et-17-juin-2023-rapport-d-ouverture>

<sup>3</sup> Nils Andersson; le capitalisme c'est la guerre, [http://www.cuem.info/?page\\_id=1241](http://www.cuem.info/?page_id=1241)

<sup>4</sup> <https://www.sitecommunistes.org/index.php/publications/documents/1934-un-document-pour-mieux-comprendre-les-raisons-et-les-consequences-de-la-guerre-en-ukraine>

<sup>5</sup> <http://www.solidnet.org/article/22nd-IMCWP-RESOLUTION-on-the-imperialist-war-on-the-territory-of-Ukraine/>

<http://www.solidnet.org/article/Joint-Statement-of-Communist-and-Workers-Parties-On-the-one-year-since-the-imperialist-war-in-Ukraine/>

besoin d'accroître sans cesse les profits et d'accumuler toujours plus de capital. **Les sanctions économiques, sont un élément de la guerre que se mènent les puissances impérialistes** Avec les sanctions elles entendent redistribuer les cartes, en affaiblissant leurs concurrents elles accroissent leur marché. C'est une des armes utilisées contre la Russie par les USA et l'UE. Au premier titre de ces sanctions, nous trouvons, sans surprise celles concernant la circulation du capital et l'énergie. L'affrontement économique a toujours été une dimension majeure des grands conflits militaires. C'est encore plus vrai dans une économie capitaliste mondialisée. Rappelons que si l'économie russe ne représente que 1,8 % du PIB mondial, elle est un gros fournisseur d'énergie : elle assure 13 % de la production mondiale de pétrole, c'était près de 20 % à la fin des années 1980 et 17 % de la production mondiale de gaz, c'était 30 % à la fin des années 1980. Bien que largement en baisse, son poids reste important et représente un élément clé de l'affrontement économique en cours<sup>1</sup> (en ce qui concerne la France, ses intérêts en Russie et en Ukraine ne sont pas négligeables). Deux puissances, la Russie et la Chine n'acceptent pas la domination des USA. La Chine puissance capitaliste en plein développement entend prendre toute sa place dans la compétition internationale pour la domination des marchés et l'appropriation des sources énergétiques et minières. Elle est l'ennemi désigné des USA et ces derniers organisent leur stratégie avec comme impératif son affaiblissement. Ils lui disputent sa puissance par des sanctions économiques lourdes et l'organisation en Asie d'une structure militaire avec le Japon, l'Australie et ...le Royaume Uni. Les pays de l'UE, dans le cadre d'une OTAN dominée par les USA leur ont emboîté le pas, en faisant à leur tour de la Chine l'ennemi désigné et en augmentant de manière substantielle leurs budgets militaires. La Russie n'a pas la puissance économique de la Chine, mais elle a des réserves pétrolières, gazières, minières et des territoires considérables. Elle est une puissance militaire nucléaire du niveau des USA. Depuis 1991 les USA n'ont eu de cesse malgré leurs promesses de rapprocher l'OTAN au plus près des frontières de la Russie pour accroître sa pression militaire sur ce pays. Jusqu'au coup d'État de 2014 qui a vu l'éviction de l'oligarque Ianoukovitch, l'Ukraine était dans la sphère d'influence de la Russie. Depuis elle a basculé dans le camp occidental. La Russie n'a pas cessé de réclamer la neutralisation de l'Ukraine. Les USA ont répondu par une fin de non-recevoir. La Russie considère que l'Ukraine doit faire partie de la fédération de Russie et a décidé d'imposer ce point de vue en l'envahissant. Ce faisant la Russie a fourni aux États de l'UE le prétexte imparable à renforcer leurs puissances militaires au service des USA dans le cadre de l'OTAN. L'Allemagne a ainsi décidé d'augmenter considérablement ses dépenses d'armement, afin de jouer à l'avenir un rôle militaire prépondérant en Europe mettant fin à ce qui lui était interdit depuis 1945. Ainsi le conflit militaire en Ukraine n'est que la partie émergée d'un affrontement plus vaste entre la puissance dominante, économiquement et militairement que sont les USA et ses alliés (qui ont choisi d'en être les vassaux) et toutes les puissances économiques et militaires capitalistes qui s'opposent à cette domination pour affirmer leur propre puissance. **Les peuples n'ont rien à attendre de bon de tout cela. Leurs luttes solidaires contre l'impérialisme, sa dénonciation comme fauteur de guerre doivent être leur boussole. Dans l'immédiat, nous les appelons à se mobiliser pour mener la bataille politique en exigeant un cessez le feu immédiat et l'ouverture de négociations. Avec les peuples ukrainien et russe disons stop à la guerre et à son engrenage vers un conflit généralisé.**

### **II.2.2 La Palestine**

La question palestinienne, que beaucoup voulaient glisser sous le tapis et y avaient pas mal réussi, est venue se rappeler à nous de manière brutale depuis le 7 octobre.

L'attitude des gouvernants, des *media*, de la plupart des politiciens, en France et dans ce qu'il est convenu d'appeler le "*camp occidental*" se résume à « *Silence dans les rangs ! Laissons Israël poursuivre et amplifier le massacre des Palestiniens !* ». C'est la répression envers toutes celles et ceux qui défendent la cause palestinienne ou essaient seulement de contextualiser les événements : interdiction des manifestations pro-palestiniennes, déprogrammations d'événements en tous genres, honteuse assimilation de l'assassinat d'un professeur à Arras et de la cause palestinienne, arrestation arbitraire et expulsion de Mariam Abu Dakka, militante du FPLP et de la cause des femmes.

Dans ce climat de parole unique imposée, de censure à tout crin, on est non seulement sommé de condamner l'action du 7 octobre et de taxer ses auteurs de terroristes, mais encore de renoncer à soutenir la juste lutte de libération du peuple palestinien.

Le communiqué publié par le Parti Révolutionnaire Communistes à propos des événements de Palestine<sup>2</sup> commence par ces mots : « *L'action militaire de la Résistance Palestinienne est présentée par nos media et la plupart de nos politiciens, comme d'habitude, non pas comme un droit légitime à la lutte contre l'oppression, mais comme une action terroriste* ». Les condamnations ont fusé et le déferlement de commentaires a présenté

<sup>1</sup> <https://www.sitecommunistes.org/index.php/le-parti/comite-national/1793-rapport-au-comite-national-du-05-mars-2022>

<sup>2</sup> <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/proche-et-moyen-orient/2471-il-faut-en-finir-avec-lapartheid-sioniste>

comme d'habitude les Palestiniens comme les agresseurs et l'armée israélienne comme ripostant. Cependant, personne ne se pose la question essentielle : " *Pourquoi en sommes-nous arrivés là ?* " Et " *Qui est responsable ?* ".

Contrairement à la plupart des analystes et politiciens, nous ne prenons pas l'événement de samedi 7 octobre comme un fait en soi, mais comme un épisode d'une guerre qui dure depuis 75 ans et prend racine dans l'histoire longue de la Palestine, dans un contexte où le choix du gouvernement fasciste israélien est l'annexion pure et simple de toute la Palestine, parsemée de quelques ghettos avec l'expulsion et/ou le massacre des palestiniens.

Toujours contrairement aux injonctions de tous les véhicules de l'idéologie dominante, les mots "terroristes" ou "terrorisme" n'y figurent pas. Si nous refusons de qualifier telle ou telle organisation ou tel ou tel acte de "terroriste", c'est que nous récusons ce mot. Nous le récusons à la fois parce qu'il est un paravent empêchant de comprendre ce qui se passe et pour son histoire.

Dans l'histoire, le mot "terroristes" est utilisé pour la 1<sup>ère</sup> fois en 1793 pour qualifier Robespierre puis réapparaît en 1938, dans la bouche et les écrits des nazis. Il désignait alors les communistes et syndicalistes en exil en France qu'une bande de dirigeants nazis, emmenés par Otto Abetz, était venus répertorier depuis l'ambassade d'Allemagne, dans la foulée d'une visite de Ribbentrop au Président du Conseil, le radical pro-nazi Chautemps.

Ensuite les Résistants de France, Yougoslavie, Grèce, Tchécoslovaquie furent qualifiés de "terroristes" par les Allemands ; plus tard les militants vietcongs de la guerre d'Indochine, puis ceux du FLN et de la guerre de libération algérienne par l'État Français ; plus près de nous l'ANC (Congrès National Africain), en Afrique du Sud et la SWAPO (Organisation du Peuple du Sud-Ouest Africain) en Namibie étaient également des "terroristes" pour les pouvoirs racistes de l'apartheid.

C'est un mot dont le rôle actuel est de cacher les enjeux de libération nationale, et surtout de classe. Une militante de l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) disait : « *Mon père était Résistant s'il avait perdu, il serait terroriste* ». En réalité, les terroristes, ce sont les résistants armés et pour se faire entendre, ils n'ont pas le choix des actions.

Que l'on qualifie du même nom les diverses mouvances fascistes islamistes n'est qu'une diversion. Le concept de terroriste est un concept de l'idéologie dominante qui vise à déconsidérer la résistance armée et à mêler des gens qui n'ont rien de commun. Les fascistes islamistes sont des fascistes islamistes, pas des terroristes. Notons d'ailleurs que, pour cette catégorie, les fascistes islamistes, le terme de "terroristes" est à géométrie variable, parce que ces milices ont été créées et financées par les USA (et leurs alliés) et que certaines le sont encore. En Afghanistan, entre 1979 et 1989, quand on les utilise pour combattre le régime socialiste et l'URSS, ce sont des "combattants de la liberté". En Syrie, entre 2011 et 2019, quand la France et les USA les arment et les utilisent contre le régime nationaliste arabe, pour le ministre d'alors, Fabius, ils font du bon boulot, et pour d'autres, à gauche ce sont des "révolutionnaires syriens".

Le terme permet de brouiller les pistes. Ainsi, le maire de Lavaur, dans le Tarn a déclaré que Mariam Abou Dakka, arrêtée à Marseille par l'État capitaliste français est "une islamiste", alors qu'elle est au FPLP, une organisation marxiste et laïque. Si nous bannissons ce terme, c'est qu'il est un obstacle à la perception de la lutte des classes.

Le Parti Révolutionnaire Communistes n'a aucune sympathie politique pour le Hamas qui est la création du couple maudit des Frères Musulmans et du Shin Beth, les services secrets israéliens. Lors de la guerre en Syrie, main dans la main avec l'État d'Israël, ils ont soutenu toutes les milices fascistes islamistes contre le régime nationaliste arabe, ce qui rend absurde de voir derrière l'opération de samedi 7 octobre la "main de l'Iran".

A Gaza, il n'y a pas que le Hamas, même s'il est majoritaire. Les organisations marxistes, FPLP et FDLP, le Fatah et les communistes y sont également présents. La stratégie de l'idéologie dominante est de ne parler que du Hamas pour discréditer, et pour déconnecter de ce qui se passe depuis 75 ans sur le sol palestinien.

On en fait un monstre apocalyptique, vide de sens, animé par un antisémitisme chronique et maladif, qui terroriserait l'ensemble de la population de la Bande de Gaza. Cette image d'Épinal est contredite par toutes celles et ceux qui sont allés à Gaza et décrivent la société de là-bas comme très diverse et souvent critique à l'encontre des deux gouvernements (celui du Hamas et celui de l'Autorité Palestinienne en Cisjordanie). Le seul fait que Mariam Abou Dakka, infatigable combattante de la cause des femmes, vive à Khan Younès, dans la bande de Gaza, suffit à infirmer cette description.

Les crimes des colons juifs contre les villageois de Deir Yassine (1948), de Qibya (1953), voire même contre les camps palestiniens de Sabra et Chatila, en 1982, par l'instrumentalisation de la milice fasciste chrétienne libanaise des Phalangistes n'ont rien à envier à ceux du Hamas ce 7 octobre.

Les militants du Hamas sont, de manière certaine, des réactionnaires, financés par le Qatar. Pour autant, ils font, objectivement, partie de la Résistance palestinienne, on peut toujours le nier, mais les faits sont têtus. Dire cela n'est pas marquer de la sympathie pour le Hamas, mais être au plus près de la réalité et du sentiment des Palestiniens. Ils combattent contre le colonialisme et l'apartheid pour la libération de la Palestine, et contrairement à une idée répandue, ils sont pour la création d'un véritable État palestinien. En revanche, ils ne reconnaissent pas

l'État d'Israël. Mais ce fut aussi le cas de la plupart des pays socialistes, quand ils existaient, des pays progressistes d'Afrique et c'est toujours le cas, forcément, de celles et ceux qui se prononcent pour un État unique laïque, comme le FPLP.

L'historien israélien Ilan Pappé, aujourd'hui exilé en Grande-Bretagne, antisioniste et ancien membre du Parti Communiste Israélien, a travaillé dans les années 1990 sur les événements de 1947 et 1948 qui précèdent la création de l'État d'Israël, la Nakba (la catastrophe). Il écrit : " *A la fin de 1947, la Palestine compte près de 2 millions d'habitants : un tiers de Juifs, deux tiers d'Arabes. La résolution 181 des Nations unies décide sa partition en deux États : l'un doit être presque exclusivement peuplé d'Arabes ; dans l'autre, les Juifs seraient légèrement majoritaires. Un an plus tard, c'est un État à très forte majorité juive, Israël, qui occupe 78 % de la Palestine. Plus de 500 villages ont été rasés, de nombreuses villes ont presque entièrement perdu leur population arabe. Et 800.000 Arabes palestiniens originaires des territoires qui font désormais partie d'Israël peuplent des camps de réfugiés hors de ses frontières* ".

A l'aide de documents d'archives, de journaux personnels, de témoignages directs, il reconstitue en détail ce qui s'est vraiment passé à la fin de 1947 et en 1948, ville par ville, village par village. Apparaît alors une entreprise délibérée, systématique, d'expulsion et de destruction : un " *nettoyage ethnique* " de la Palestine. En quelques mois, forts de leur supériorité militaire, de leur accord secret avec le roi de Jordanie, de la passivité complice des soldats britanniques et de l'impéritie de l'ONU, les dirigeants du mouvement sioniste ont organisé le « *transfert* », par la violence et l'intimidation, d'une population arabe plutôt pacifique, sans défense, abandonnée de tous.

### Les accords d'Oslo

Oslo, en 1993, devait ouvrir la voie à la création d'un état palestinien en l'espace de cinq ans (soit en 1998), en contrepartie de la renonciation par l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) à la guérilla anti-israélienne. Cette concession majeure, sans pareille dans les annales de lutte des mouvements de libération nationale, s'est révélée contre-productive et Oslo, un grand marché de dupes.

De Rabin, partisan d'un sous-État croupion, subordonné à l'État colonial, à Sharon qui voulait envoyer tous les Palestiniens et Arabes Israéliens en Cisjordanie ou à Gaza, derrière un mur, on a vite compris qu'un véritable État palestinien avec Jérusalem-Est pour capitale ne verrait jamais le jour. Depuis que Netanyahu dirige le gouvernement, la chose a le mérite d'être claire. Il a carrément enterré la solution à deux États, avec l'accord et le soutien des USA et de leurs valets. La feuille de route de Netanyahu et de ses complices, c'est l'occupation de tout ce qui constitue le mythique " *Grand Israël*", en créant quelques ghettos palestiniens cernés par les colonies, comme à Hébron ou Jénine, comme cela se fait déjà à Gaza : les bantoustans de l'État de l'Apartheid.

Dans une interview de 2021, ne sachant pas que les caméras tournaient, il s'est vanté d'avoir fait échouer les accords d'Oslo au moyen de fausses déclarations et d'ambiguïtés. Il a déclaré : " *J'interpréterai les accords de telle manière qu'il sera possible de mettre fin à cet emballement pour les lignes d'armistice de 1967. Comment nous l'avons fait ? Personne n'avait défini précisément ce qu'étaient les zones militaires. Les zones militaires, j'ai dit, sont des zones de sécurité ; ainsi, pour ma part, la vallée du Jourdain est une zone militaire.* " Notons d'ailleurs que depuis le blocus de 2006 la Bande de Gaza est régie par le droit militaire israélien.

Quand-au successeur de Yasser Arafat, Mahmoud Abbas, discrédité par la lourde tutelle de la puissante occupante sur l'Autorité palestinienne, et la corruption galopante de ses dirigeants, il est maintenu sur la ligne de flottaison par les États-Unis en vue de servir de garde-chiourme des Israéliens dans la répression des manifestations palestiniennes contre l'occupant. Au mépris des règles élémentaires de la démocratie, l'octogénaire bureaucrate est maintenu au pouvoir en dehors de toute investiture populaire.

En parallèle, la Cisjordanie a été transformée en un vaste camp de prisonniers à ciel ouvert quadrillé par plus de 700 barrages militaires et d'où les palestiniens sont chaque jour expulsés, et Gaza, un îlot de misère, soumis au double blocus d'Israël et de l'Égypte, où croupissent plus de deux millions de palestiniens, faisant de l'enclave un dépotitoir humain explosif.

De l'aveu même du journaliste israélien, Ronen Bergman, auteur de l'ouvrage « *Rise and Kill First : The Secret History of Israel's Targeted Assassinations* »<sup>1</sup>, 2.700 assassinats ciblés ont été orchestrés par Israël depuis l'an 2000 ; soit en moyenne 40 opérations par an. Les israéliens n'auront fait que reprendre les méthodes en vigueur en Palestine par les britanniques, notamment le général Orde Wingate, qui avait créé dans la décennie 1930 les " *Special Night Squads* " <sup>2</sup>, les " *Escadrons Nocturnes Spéciaux* " contre les palestiniens en lutte. Composés de combattants juifs ils étaient chargés des raids contre les villages arabes en procédant à l'élimination des meneurs. 237 Palestiniens ont été tués par les colons ou par l'armée en Cisjordanie depuis le début de l'année.

---

<sup>1</sup> « *Rise and Kill First : The Secret History of Israel's Targeted Assassinations* »

<sup>2</sup> *Special Night Squads*

L'Observatoire euro-méditerranéen des droits de l'homme a déclaré qu'Israël a largué plus de 25 000 tonnes d'explosifs sur la bande de Gaza, ce qui est équivalent à deux bombes nucléaires. Il y a plus de 18.000 Palestiniens tués dont plus de 7.000 enfants, sans compter ceux qui sont sous les décombres.

Avec la complicité des États-Unis et des Pays européens pour qui Israël est le rempart de leurs intérêts au Proche-et Moyen-Orient, la droitisation extrême de la société israélienne a propulsé, en 2022, au terme de quatre consultations électorales, une coalition xénophobe, fasciste, pervertissant durablement un pays que ses nombreux sympathisants occidentaux qualifient « *d'unique démocratie du Moyen-Orient* », ce qui donne à penser que l'intégrisme juif serait plus soluble dans la "démocratie" que l'intégrisme musulman. Notons que le Likoud, qui dirige cette coalition n'a jamais reconnu l'existence d'un État palestinien.

L'actuel gouvernement israélien avance encore plus vite vers une résolution du conflit par l'annexion pure et simple des territoires où vivent les Palestiniens. Ce qui s'amplifie en Cisjordanie, depuis leur arrivée au pouvoir, ce sont les meurtres de Palestiniens, par les colons avec le soutien de l'armée, avec une totale impunité. Tuer un Palestinien n'est pas un crime en Israël.

Ils sont considérés de la même manière que les Slaves par les nazis, comme des "*untermenschen*" (des sous-hommes). Le ministre du commerce Bezalel Smotrich, dit à qui veut l'entendre que le peuple palestinien n'existe plus. Le ministre de la Défense, Yoav Gallant, compare les Gazaouis à des « *animaux humains* », sans d'ailleurs de réprobation internationale, même a minima, pour l'un comme pour l'autre.

Qu'un dirigeant israélien qualifie les combattants du Hamas " *d'animaux* " n'est nullement surprenant. Il relève de la rhétorique polémique habituelle des dirigeants israéliens, de leur mépris à l'égard des Palestiniens et surtout de leur volonté de nier l'identité palestinienne.

Le bestiaire israélien est en effet riche pour désigner les arabes ; « *d'animaux à deux pattes* » (pour Begin), aux « *cafards* », sans que cette débauche de xénophobie ne suscite la moindre protestation dans les chancelleries occidentales, sans que les Palestiniens ne soient identifiés pour eux-mêmes, pour ce qu'ils sont, des Palestiniens, les habitants originels de la Palestine, quand ils ne sont pas qualifiés de « *terroristes* », ils sont tour à tour, arabes israéliens ou habitants des territoires ou alors, selon leur appartenance communautaire ou ethnique (druzes, bédouins) jamais arabes palestiniens ou tout simplement palestiniens.

L'attaque des combattants du Hamas le 7 octobre a suscité chez beaucoup de Palestiniens un sentiment de fierté, et en tout cas d'approbation. Interrogée par " *La Marseillaise* ", Leila Shahid, ancienne dirigeante du Fatah et de l'Autorité Palestinienne dit : " *Il n'y a plus de crédibilité dans le discours de la paix* " et encore : " *99 % de la population palestinienne est avec ce qui vient de se passer à Gaza, parce qu'ils ont le sentiment qu'Israël ne comprend que le langage de la force et que le monde ne comprend que le langage de la force, puisque le monde n'a rien fait pour soutenir les Palestiniens.* "

L'infiltration massive des combattants du Hamas (première incursion d'une telle ampleur sur le territoire israélien depuis la création de l'état hébreu en 1948) a réhabilité aux yeux de la grande majorité de la population arabe, le Hamas après sa dérive anti-syrienne pendant et après la séquence dite du "*printemps arabe*". Elle a en outre fait voler en éclat les mythes sur lesquels prospérait Israël: à savoir l'un des services de renseignements le plus performant du monde, une des armées les plus performantes du Monde. Et les représailles massives des Israéliens opérés sans discernement avec usage du phosphore blanc, prohibé internationalement, ont détruit le mythe de la "*pureté des armes*" et celui d'une armée "*morale*". Ainsi donc, une bonne partie des Palestiniens se disent qu'il ne leur reste plus que la solution de la révolte armée.

La solution militaire paraît pourtant bien illusoire, la seule solution c'est la Paix. Seulement, il ne s'agit pas d'être naïfs, la paix juste, avec un État palestinien ayant Jérusalem Est pour capitale, ce n'est pas pour demain. Les Palestiniens ont raison de ne pas croire au "*discours de la paix*". Depuis 1993 cette "*Paix*" s'est faite à leurs dépens, sans jamais que leurs droits ne soient reconnus. Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, les appels à l'intervention de la France (alors que Macron n'a toujours pas condamné le massacre à Gaza) ou à l'ONU, qui est aux mains des USA et laisse depuis des années la condition des Palestiniens se dégrader, sont vains.

L'Afrique du Sud de l'apartheid est tombée grâce à la mobilisation internationale des peuples et aux sanctions économiques et à l'isolement politique qui ont conduit au réalisme une partie de la population blanche. Il en sera de même pour l'État colonisateur sioniste.

Le Parti Révolutionnaire Communistes demande la rupture des relations diplomatiques avec Israël et des sanctions économiques, mais nous savons que c'est seulement par la lutte que nous obtiendrons ce résultat, on voit bien à quel point notre gouvernement craint les rassemblements et manifestations en défense de la Palestine. Il en est de même pour nos autres revendications : un État pour les Palestiniens et le droit au retour pour tous les réfugiés, descendants de ceux que les sionistes ont expulsés.

Quant à « *la solution à deux États* », pareille issue a été enterrée depuis plus de 10 ans par Netanyahu et déjà dès après Oslo avec l'assassinat de Y. Rabin. Elle est aujourd'hui rendue impossible. Reste, pour reprendre les mots de Moustapha Barghouti<sup>3</sup> dans "*Rester sur la montagne*", l'édification « *d'un seul État, où tous les citoyens seraient*

égaux : une tête, une voix ». Un retour aux sources, aux revendications qui étaient celles de toutes les organisations palestiniennes.

La lutte du peuple palestinien relève d'une lutte légitime de libération nationale face à un pouvoir colonial et d'apartheid.

### **II.3 Sud global et Occident global : sur la question des BRICS<sup>1</sup>**

Les BRICS, composé du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud ont gagné en importance cette dernière décennie, avec la montée en puissance de ses membres, surtout l'Inde et la Chine qui sont devenues respectivement les 5<sup>ème</sup> et 2<sup>ème</sup> puissances mondiales. La part de la Chine dans la production des BRICS qui était de 47 % en 2001 est aujourd'hui de 70 %. En 2022, elle représentait 69 % de l'ensemble des échanges commerciaux du groupe, contre 55 % en 2001.

Les BRICS ont une population de 3,24 milliards d'habitants, soit 40 % de la population mondiale. En 2001, ils représentaient 8 % du PIB mondial. En 2023, ils contribuent à 31,5 % du PIB mondial, dépassant pour la première fois la part du G7 (30,7 % du PIB mondial).

Le fait que le cœur du commerce mondial et du développement du capitalisme<sup>2</sup> se situe aujourd'hui en Asie et dans le Pacifique<sup>3</sup> montre l'importance de la présence de l'Inde de la Chine et de la Russie dans les BRICS.

La caractéristique majeure des États constituant les BRICS c'est que ce sont des États de développement capitaliste qualifiés d'émergents, plus ou moins intégrés dans l'économie mondiale et qui aspirent à occuper une place plus importante dans la *gouvernance mondiale* OMC, FMI, ONU...largement dominée par les États-Unis et leurs alliés occidentaux qui les utilisent largement au profit de leurs monopoles dans la lutte acharnée et violente qu'ils se livrent avec leurs États pour contrôler les accès aux ressources naturelles, aux voies de communications et à la force de travail. Pour autant les BRICS sont loin de constituer un bloc homogène, ce qu'ils ne revendiquent d'ailleurs pas, mais un ensemble où les intérêts communs l'emportent sur les divergences et qui cherchent à consolider leurs positions dans l'ordre capitaliste mondial avec parfois une ambivalence quant à leurs relations extérieures comme c'est le cas pour l'Inde, du Brésil et de l'Arabie Saoudite vis-à-vis des USA. Comme l'écrit le journal *La Tribune* : " *Les États-Unis ont affirmé mardi 22 août ne pas voir dans les BRICS de futurs « rivaux géopolitiques ».* Washington a déclaré avoir l'intention de maintenir de « solides relations » avec le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud, tout en continuant à « gérer » ses relations avec la Chine".

Cette réalité contradictoire, au-delà des déclarations verbales sur l'émancipation du néo-colonialisme, se reflète dans les principales décisions prises lors du 15<sup>ème</sup> sommet. La plus remarquable est l'extension des BRICS par l'admission de six nouveaux membres de plein exercice : l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis. Si la présence de l'Argentine, en grande difficultés économique, renforce la situation du Brésil au sein du groupe, comme celle des deux plus grands pays africains celle de l'Afrique du Sud, le plus remarquable, ce sont les admissions de trois pays majeurs dans le domaine de la production pétrolière et gazière : l'Iran, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis. Avec la Russie au sein de l'OPEP+, ce pôle énergétique pèsera plus lourd dans les stratégies de production et donc de prix s'assurant ainsi d'un poids économique et politique mondial plus important. Pour sa part l'Arabie Saoudite possède d'importants moyens en capital financier et pourra contribuer au renforcement de la Nouvelle Banque de Développement des BRICS et élargir ainsi son champ d'action. De manière complémentaire, la déclaration finale du sommet préconise une coopération économique renforcée des États membres en plaidant pour l'utilisation des monnaies nationales pour leurs échanges. Si certains voient là une voie pour la *dédollarisation* des échanges commerciaux mondiaux, il y a loin de *la coupe aux lèvres* compte-tenu des volumes respectifs mis en jeu.

Au plan international, le sommet s'est prononcé pour la résolution pacifique et négociée des conflits en cours, notant, en ce qui concerne l'Ukraine, le rôle de la mission des pays africains vont dans ce sens. Pour autant, aucun pays membre des BRICS ne s'est prononcé formellement comme un soutien à l'opération spéciale de la Fédération de Russie en Ukraine, rappelant prudemment leur attachement au respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale des États. Les BRICS veulent aussi que la voix du *Sud Global*<sup>4</sup> soit mieux entendue et intégrée dans le G20 durant la présidence de l'Inde en 2023 et du Brésil et de l'Afrique du Sud en 2024 et 2025. Nous sommes là aussi dans la recherche d'une place plus importante dans la concurrence capitaliste mondiale et d'une mise en cause de l'hégémonie des États-Unis dans le système capitaliste.

Au bilan, le développement des BRICS, dont il faudra trouver un autre acronyme à onze, reflète la volonté de

<sup>1</sup> <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/monde/2415-15e-sommet-des-brics-en-afrique-du-sud>

<sup>2</sup> <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/asie/1715-2022-la-montee-du-capitalisme-en-asie-va-se-confirmer>

<sup>3</sup> Sur les dix premiers ports de commerce mondiaux, neuf se situent dans la région asiatique dont trois des cinq BRICS : Chine, Inde, Russie.

<sup>4</sup> Sud Global : <https://www.alternatives-economiques.fr/jean-joseph-boillot/monde-se-desoccidentalise-sud-global-nest-uni-contr/00106619>



nombreux pays de trouver un *ordre capitaliste mondial* qui soit, du point de vue de leurs intérêts, plus équilibré. Si cette volonté est en partie orthogonale au maintien d'un impérialisme dominé par les États-Unis, elle ne remet pas en cause fondamentalement l'existence du système impérialiste lui-même. C'est à la lutte des peuples, de leur classe révolutionnaire que revient la tâche historique d'en finir avec le capitalisme dans leur propre pays en s'appuyant sur la solidarité internationaliste de classe.

#### **II.4 Des grands ensembles pour accroître leur puissance dans la concurrence capitaliste mondiale : l'OTAN, l'Union Européenne.**

Si à l'époque où Lénine écrit sur l'impérialisme, le phénomène de formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde en est dans à ses débuts, il est aujourd'hui un élément majeur de l'organisation du capitalisme à l'échelle mondiale. On le retrouve dans les institutions internationales politiques, financières, commerciales et militaires comme l'ONU, le FMI, l'OMC, l'OTAN, G7, G20...et aussi dans des structures et des accords inter-étatiques. L'Union Européenne (UE) est l'organisation politique et économique des grands monopoles européens avec le concours des pouvoirs politiques. La constitution de vastes ensembles économiques capitalistes caractérise l'évolution du capitalisme mondial. Il existe plusieurs dizaines de ces ensembles sur tous les continents. Citons : l'Union Européenne, l'Organisation des États d'Amérique, les BRICS, l'ASEAN...Ces ensembles s'intègrent dans la vaste lutte économique que se livrent les monopoles et les États, lutte dans laquelle les uns et les autres sont profondément imbriqués.

Il y a aussi les institutions financières et du commerce international : Le Fonds Monétaire International (FMI) est une institution internationale regroupant 188 pays, dont le but, selon ses statuts est de : "*promouvoir la coopération monétaire internationale, garantir la stabilité financière, faciliter les échanges internationaux, contribuer à un niveau élevé d'emploi, à la stabilité économique et faire reculer la pauvreté*".

En réalité le FMI a pour rôle de préserver les intérêts des monopoles. Les peuples des pays qui appliquent ses directives ou s'y soumettent payent un lourd tribut avec des reculs sociaux importants les livrant souvent à la misère. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a pour but principal de favoriser l'ouverture commerciale. Pour cela, elle tâche de réduire les obstacles au libre-échange, d'aider les gouvernements à régler leurs différends commerciaux. En échec dans les dernières négociations sur le commerce international, le rôle de l'OMC a relativement diminué par rapport aux grands accords régionaux et à ceux qui se préparent entre les USA et l'Europe, les USA et les pays asiatiques, les pays asiatiques et du Pacifique entre eux, comme en témoigne le récent accord signé au Vietnam entre quinze pays<sup>1</sup>.

Les grandes organisations internationales : ONU, OCDE, FMI, Banque Mondiale, OMC, FAO, OTAN, ont toutes été créées pour assurer la pérennité du capitalisme et sont à son entier service. Composées des dirigeants nommés par les États, elles reflètent l'objectif commun au capitalisme international : diriger le monde et gérer la concurrence mondiale entre les capitalistes. Elles surveillent de très près la lutte des travailleurs et des peuples qui ont lieu dans le monde. L'OTAN, dès sa création eut pour but de s'opposer à l'Union Soviétique et aux pays socialistes de l'Europe de l'Est. Instrument de la guerre froide. Depuis la disparition de l'URSS, l'OTAN (dont l'Europe est le partenaire privilégié et la France membre du commandement intégré) intervient dans le monde pour imposer la domination des USA. La Commission Trilatérale organise des rencontres régulières entre les dirigeants des principales puissances capitalistes d'Europe, d'Amérique et d'Asie. Ses groupes de travail rédigent les directives à respecter pour aller dans le sens des objectifs des leaders mondiaux. Ainsi les secteurs stratégiques des pays les plus riches de la planète sont contrôlés : appareil d'État, appareil militaire, secteur énergétique, média, secteur bancaire, syndicats...

#### **L'Union Européenne**

Elle est formellement la Première puissance économique du monde devant les États-Unis, la Chine et le Japon. Rappelons-nous ce que disent Marx et Engels dans le Manifeste du Parti communiste à propos de la concentration économique du capital et de sa traduction politique. « *La bourgeoisie supprime de plus en plus la dispersion des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production et concentré la propriété dans un petit nombre de mains. La conséquence nécessaire de ces changements a été la centralisation politique...* » On est impressionné par l'actualité et la justesse politique de ce texte écrit en 1848. Comment se traduit-elle au niveau de cette Union Européenne ? Les véritables chefs d'États ce sont les propriétaires des grands moyens de production et d'échange dans chaque pays. Le personnel politique, y compris au plus haut niveau est à leur entier service. Le M.E.S. (Mécanisme Européen de Stabilité) pèse très lourdement sur les États tenus d'accepter les conditions draconiennes qui leur sont imposées pour rembourser ce que la BCE (Banque Centrale Européenne) leur avancera, une mainmise européenne sur l'économie de nos pays

<sup>1</sup><https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/asie/1152-asie-une-nouvelle-union-de-libre-echange-capitaliste>

mis dans l'obligation de respecter la discipline européenne. Le résultat de ces « *pactes* » et mesures de toutes sortes qui s'enchaînent, c'est l'appauvrissement continu des peuples de cette Europe et du nôtre en particulier. Les gouvernements de droite ou socialistes des pays européens ont mis en place au fur à mesure, des structures pour renforcer l'intégration des pays et des peuples. L'Euro est un instrument d'intégration économique et politique des pays dans l'Union Européenne et un outil pour renforcer les moyens du capitalisme européen dans la concurrence mondiale. L'Euro est partie prenante de la guerre monétaire capitaliste entre grandes puissances. Avec le MES les plans d'austérité, les réductions drastiques des dépenses publiques et sociales, la casse des droits du travail et des droits sociaux, l'accélération des privatisations etc. font des ravages dans tous les pays européens. Mais cela est loin de suffire. Le capital exige d'aller beaucoup plus loin et d'y aller plus vite. Au nom de la « *compétitivité* » tout est tiré vers le bas : les salaires, les retraites, la sécurité sociale, les indemnités.... Les entreprises et les services « *non compétitifs* » sont condamnés, les salariés sont privés d'emploi. En imposant la libre circulation des travailleurs dans l'Union Européenne, en exigeant l'ouverture du « *marché du travail* » les dirigeants capitalistes de Bruxelles, avec l'accord des États membres organisent sciemment la pression sur l'emploi et les salaires des travailleurs! L'Union Européenne cherche des accords de libre-échange avec d'autres ensembles économiques ou pays. Si l'objectif de l'Union Européenne est la constitution d'un pôle impérialiste puissant servant ses grands monopoles elle n'en est pas moins traversée par des intérêts contradictoires comme en témoigne les profondes divergences apparues sur les questions énergétiques et de défense. L'affaiblissement des Nations, voire leur effacement dans certains domaines s'il permet de mieux combattre les exigences populaires ne met pas fin pour autant à la réalité du cadre national comme terrain de la lutte des classes

## **II.5 Les divergences dans le mouvement communiste, à propos de la plate-forme anti-impérialiste mondiale<sup>1</sup>**

Cette organisation, qui est née après le début de la guerre en Ukraine, regroupe des organisations diverses. Certaines sont totalement inexistantes comme deux organisations grecques, le "*Collectif de lutte pour l'unification révolutionnaire de l'humanité*" et la "*Plateforme pour l'indépendance*". D'autres, comme "*L'Avant-Garde Espagnole*" représentent des positions ultra-nationalistes. Était présent, bien sûr, en tant qu'organisateur le Parti Socialiste Unifié du Venezuela (PSUV), parti du président Maduro, qui n'est, comme son nom l'indique, pas un parti communiste, mais est considéré comme un parti progressiste du fait de l'héritage de Chavez, bien qu'il s'attaque aujourd'hui à l'existence du Parti Communiste du Venezuela. Enfin, pour la plupart, les organisations présentes se réclament du mouvement communiste. Les participants défendent l'idée qu'être anti-impérialiste signifierait être dans le "*camp*" de la Russie et de la Chine. Le Parti Communiste du Mexique, dont nous partageons les positions, dit les choses ainsi dans une déclaration sur cette conférence : « *Bien que le mot "anti-impérialiste" soit dans son nom, son objectif est de convaincre la classe ouvrière de prendre parti pour le bloc impérialiste de la Chine et de la Russie face à une guerre imminente à Taiwan et en Corée du Sud* ».

Quand on étudie deux des déclarations de la plateforme, l'une consacrée à la contribution de l'Amérique latine à la lutte impérialiste, l'autre générale, on est frappé par le côté spécieux de l'argumentation s'appuyant sur des anachronismes. Ainsi est fait plusieurs fois référence à la « doctrine Monroe » du président des États-Unis de 1817 à 1824 qui, sous prétexte de combattre la colonisation de l'Amérique par les puissances européennes, indique la volonté des USA de dominer le continent américain. Que la main pesante de l'*Oncle Sam* soit toujours présente aujourd'hui en Amérique latine est certain. Que la puissance impérialiste dominante veuille encore et toujours tout y régenter, bien sûr. Nous l'avons encore vu avec le renversement d'Evo Morales en Bolivie et celui, plus récent du président péruvien Pedro Castillo. Nous sommes totalement solidaires des travailleurs et des peuples d'Amérique dans leur lutte contre l'impérialisme US. Mais cette focalisation donne à penser que le seul pays impérialiste en Amérique serait les USA, et, en filigrane, que la puissance impérialiste serait le seul bloc autour des USA. La déclaration finale s'appuie sur une déclaration de Che Guevarra à propos de la résistance vietnamienne à l'opresseur US : « *Quel avenir lumineux s'ouvrirait à nous si deux, trois ou plusieurs Viêt-nam fleurissaient dans le monde entier, avec leurs coups répétés contre l'impérialisme, l'obligeant à disperser ses forces sous l'attaque !* ». Mais l'argument est fallacieux, car il compare deux situations totalement différentes : l'actuelle où les puissances impérialistes dominent le monde et celle des années 60 où un tiers de l'Humanité (et notamment l'URSS) échappait à la société capitaliste et à son stade impérialiste.

Dans les faits, les membres de la plateforme tentent de réduire les causes des guerres actuelles à une « *poussée* » de l'impérialisme américain pour maintenir son hégémonie ; tout en cachant les réelles contradictions qui existent entre les principales économies du monde pour le contrôle des ressources naturelles, des moyens de communications, de la force de travail, des positions géostratégiques ou des institutions financières locales. Ainsi, il n'est fait mention à aucun moment de l'enjeu économique de l'Ukraine ou de l'Afrique. Cela ressemble

<sup>1</sup> <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/monde/2234-a-propos-de-la-plate-forme-mondiale-anti-imperialiste>

étrangement aux justifications des partis socialistes à la veille de la Première Guerre Mondiale, qui parlaient de l'agressivité de la puissance française ou allemande en oubliant les enjeux économiques. Cela a servi de justification à leur soutien à leurs bourgeoisies respectives en 14/18. En fait, il s'agit de justifier la guerre en maintenant les zones d'influence des pays capitalistes comme la Russie ou la Chine, sous le prétexte de la "libération nationale". La manœuvre idéologique pour arriver à ces conclusions dangereuses consiste à nier le caractère impérialiste de la Chine et de la Russie. Puisqu'il n'est pas possible de cacher leur caractère capitaliste, il est nié que la deuxième et la onzième plus grandes économies du monde, avec un Capital financier et un Capital industriel profondément imbriqués et des monopoles de transport, de commerce et d'énergie très solides, soient impérialistes. C'est aussi nier leurs interventions pour étendre leur influence économique et politique.

La déclaration finale de Caracas évoque « *les gouvernements anti-impérialistes de Russie, de Chine, de RPDC et d'Iran* ». Plus loin, elle indique que « *Comprendre la nécessité d'une unité maximale contre l'impérialisme, c'est ce qui a motivé le Brésil à se joindre à la formation de l'alliance des BRICS, qui se trouve aujourd'hui au centre d'un nouvel ordre mondial qui peine à naître.* » Cela signifie que le Brésil non plus n'est pas une puissance capitaliste qui pèse en Amérique du Sud. Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, les BRICS forment un ensemble hétérogène de puissances capitalistes à la fois rivales du bloc USA-UE, tout en entretenant des relations plus ou moins serrées y compris militaires avec des éléments de ce bloc, et non une alliance anti-impérialiste. Déjà, dans le communiqué de Paris de la plateforme, il était affirmé que ces pays « *ne vivent pas de la surexploitation ou du pillage du monde* », comme si la classe ouvrière des pays appartenant à la Communauté des États indépendants, sans parler de la Russie et de la Chine elle-même, ne faisaient pas partie du monde où la politique sauvage d'exportation des capitaux chinois vers l'Afrique était inexistante.

La Plateforme sert objectivement à introduire l'idée néfaste de prendre parti pour un camp et contre l'autre impérialiste dans la guerre dont le premier scénario est en Ukraine et qui risque de s'étendre et se généraliser. Voici ce que contient la déclaration générale de Caracas à propos de la guerre en Ukraine : « *Camarades, le déclenchement de la guerre en Ukraine a tracé une ligne à travers le monde et clarifié la question de savoir qui se tient aux côtés de qui pour tous ceux qui veulent le voir. Il est temps que tous ceux qui aspirent à la liberté fassent savoir aux peuples que nous avons un camp dans cette guerre que les impérialistes mènent pour préserver leur position de maîtres de notre monde souffrant et pour maintenir le reste d'entre nous dans l'état d'esclaves.* » Le Parti Communiste Mexicain en tire, à juste titre, cette conclusion dans son communiqué : « *Il n'y a pas de place pour une politique anti-impérialiste, lorsqu'elle cherche à se subordonner à un pôle impérialiste, et non à combattre l'impérialisme à sa racine, en tant que phase supérieure du capitalisme.* » Le choix des partis de la Deuxième Internationale, il y a 100 ans, l'unité avec les opportunistes, signifiait la subordination de la classe ouvrière à "ses" capitalistes nationaux et l'alliance avec eux pour opprimer d'autres nations. Aujourd'hui c'est la même chose pour les partis des pays impérialistes, mais pour les autres s'y ajoutent une soumission de "leurs" capitalistes *compradores* à d'autres puissances impérialistes que les USA, la France ou l'Allemagne.

Nous en arrivons à la question de l'alliance entre la classe ouvrière et la classe capitaliste nationale anticolonialiste. Cette alliance ne peut être que ponctuelle ; on a vu dans l'histoire de la décolonisation, comment même cette classe capitaliste nationale peut se débarrasser de sa classe ouvrière, comme en 1976 en Irak ou après la mort de Boumediene en Algérie. Or, l'état d'esprit de la plateforme est d'ériger les pays « *progressistes* » en alliés indéfectibles. C'est notamment le cas du Venezuela. Or de Chavez à Maduro, de l'eau a coulé sous les ponts. La mariée n'est plus si belle depuis que Maduro passe des alliances avec d'autres franges de la Bourgeoisie capitaliste, essaie de renouer les liens avec les USA. Dans ce cadre, le PSUV tente d'éliminer le Parti Communiste du Venezuela, qui ne veut pas se soumettre. Par ailleurs la CUT, centrale syndicale du Venezuela, adhérente à la FSM est de plus en plus critique envers le gouvernement du Venezuela et le parti au pouvoir, le PSUV. Voici un extrait d'une déclaration de son secrétaire-général, dans une réunion de la FSM : « *Au Venezuela, la réalité du capitalisme dépendant et d'un modèle d'accumulation basé sur les rentes pétrolières n'a pas été surmontée dans la période du processus progressiste bolivarien qui a commencé avec le président Chávez et l'Assemblée constituante de 1999, avec des avancées importantes en matière de droits sociaux et du travail. Maintenant, avec le gouvernement du président Maduro, il s'est dégradé en un processus régressif et réactionnaire, bien que manipulant avec une rhétorique pseudo-révolutionnaire qui n'a aucune correspondance avec les politiques publiques qui sont menées, ni avec la conduite et le mode de vie de la haute bureaucratie d'État.* »

Il est clair qu'une telle "plate-forme anti-impérialiste" est une opération utile pour blanchir l'une des parties des pays capitalistes participant à la guerre impérialiste actuelle et semer la confusion parmi le prolétariat international, tout autant que ceux qui cherchent à blanchir les États-Unis, l'OTAN ou le gouvernement Zelensky.

### **III. La France puissance néocoloniale et coloniale impérialiste**

La France qui fut une grande puissance coloniale, possédant un empire où : " *le soleil ne se couchait jamais* "

comme le disaient ses laudateurs a vu, comme ce fut aussi le cas pour le Royaume-Uni, sa place reculer dans le système impérialiste à partir de la fin de la première guerre mondiale puis à la fin de la seconde. Pour autant, elle demeure une puissance impérialiste. Membre de l'OTAN et participant à son commandement, elle est une puissance nucléaire, la seule en Europe mis à part le Royaume-Uni et la Fédération de Russie, elle est membre du conseil de sécurité de l'ONU. Elle possède une influence importante, bien qu'en recul, en Afrique. À quelques exceptions près, le refus par exemple de participer directement à la guerre américaine en Irak en 2003, elle a emboîté le pas de son tuteur États-Uniens que ce soit en Yougoslavie, Libye, Syrie, Ukraine et n'a jamais ménagé son soutien à l'État colonial d'Israël.

Si le rappel du passé colonial de la France montre qu'elle fut une puissance dominante jusqu'à la fin de la première guerre mondiale. Le colonialisme français a-t-il disparu pour autant ? La réponse est non ! Il reste de cette domination coloniale des territoires dans ce que l'on appelle pudiquement des départements et territoires d'Outre-mer. Compte-tenu des zones qu'ils occupent, ils constituent un ensemble économique et stratégique pour l'impérialisme français lui assurant une présence économique et militaire dans les caraïbes, dans l'océan indien et dans la zone pacifique. En termes économiques, ces colonies donnent à la France un territoire maritime exclusif exceptionnel. De plus, une partie de la force de travail est utilisée en métropole pour couvrir des besoins économiques spécifiques, tout particulièrement dans les services publics hospitaliers. Il est assez cocasse de voir Mélenchon se réjouir de ces atouts dans le livre qu'il a consacré à sa candidature à l'élection présidentielle de 2017 !

Avec les peuples encore sous un régime colonial et qui se battent pour l'égalité des droits et leur indépendance, nous menons un combat commun : celui contre l'impérialisme.

Combattre le capitalisme et donc l'impérialisme passe d'abord par la lutte contre son propre impérialisme, c'est pourquoi, notre parti s'est toujours clairement prononcé et opposé à la politique internationale de la France. C'est pourquoi, nous militons pour le retrait de la France de l'alliance impérialiste qu'est l'OTAN.

#### **IV Pour une action internationaliste conséquente**

Tout montre qu'il ne saurait y avoir de luttes de classes nationales sans les mettre en perspective avec l'évolution des rapports de forces à l'échelle internationale. Cela ne signifie pas, bien au contraire, une espèce de fuite en avant qui consisterait à fuir le terrain de la Nation comme champ concret de ces affrontements, mais au contraire, à les porter dans une perspective de solidarité internationaliste et de complémentarité. Celle passe évidemment par une compréhension de ce qu'est le capitalisme moderne dans sa forme impérialiste avancée. C'est à ce travail que nous vous convions dans nos initiatives.